



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 95 - 20 avril 1981 PRIX : 1 F

SENEGAL

---

le gouvernement veut faire  
payer aux consommateurs  
l'augmentation des prix  
agricoles



VOIR LE  
SOMMAIRE  
AU  
VERSO

---

# Sommaire

Page 2

SENEGAL : EDITORIAL

Page 3

MALI : encore une année difficile pour les travailleurs et les paysans

COTE D'IVOIRE : Yamoussoukro : symbole du gaspillage dans la misère

Page 5

REFUGIES AFRICAINS : l'hypocrisie et la barbarie de la société capitaliste

Page 6

AFRIQUE DU SUD : malgré la répression, la lutte continue

Répression coloniale aux ANTILLES

Page 7

BRIXTON : la population noire contre le gouvernement et sa police

Page 8

La police à l'oeuvre dans les foyers d'immigrés : ORLEANS, PARIS.

Page 9

ELECTIONS EN FRANCE : quel que soit le président, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes

## ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an  
pli ouvert : 12 F  
Pl. fermé : 36 F

AUTRES PAYS :  
écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier  
BP 145, 75 023 Paris Cédex

en spécifiant :  
"pour le PAT"

Prière de régler les abonnements en timbres postaux

# EDITORIAL

SENEGAL : LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE PAYER AUX CONSOMMATEURS L'AUGMENTATION DES PRIX AGRICOLES

Le gouvernement sénégalais a annoncé, le 8 avril le "relèvement général des prix agricoles pour la campagne 1981-1982". Ainsi par exemple, le prix net d'un kilo d'arachide d'huilerie passera de 46 à 60 francs CFA. Pour le coton de premier choix, il s'élèvera à 68 F au lieu de 60 jusqu'à présent. Le riz non décortiqué : 51,5 F au lieu de 41,5. Le mil : 50 F au lieu de 40 F le kilo. Pour le maïs et le "niébé" (haricots), il y a également une hausse de 10 F CFA par kilo.

Cette mesure a déjà été annoncée par Abdou Diouf à la radio, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance. Il avait aussi annoncé, entre autre, la suppression des arriérés de dettes de semences et d'engrais, et la suppression jusqu'à nouvel ordre des dettes relatives au matériel agricole.

Ainsi donc, le gouvernement vient de s'apercevoir que les paysans sénégalais sont en difficulté et que le prix de leurs produits avait été maintenu très bas par rapport à une inflation galopante.

Aujourd'hui il fait semblant de découvrir qu'il fallait prendre des "mesures en faveur du monde rural". Mesures à tel point "exceptionnelles", selon l'éditorialiste du journal "le soleil" qu'elles sont "d'une ampleur jamais connue dans le passé." Bien qu'hypocrite, cet aveu est quand même significatif de la politique menée par le gouvernement à l'égard de ceux qui vivent du travail de la terre.

Car ces quelques francs d'augmentation ne constituent qu'une petite partie de ce que perdent les paysans à travers l'augmentation générale des prix des marchandises qu'ils achètent. Le gouvernement veut faire croire que le relèvement des prix c'est un cadeau qu'il offre aux paysans. Mais en réalité il n'y engage pas un centime en leur faveur. Il profitera même de cette occasion pour vendre plus cher pendant la période de soudure ou de semence ce qu'il aura stocké pendant la période de récolte.

Ce ne sont ni les industriels, ni les grands commerçants qui feront les frais de cette augmentation. Ceux-ci vont tout simplement réajuster leurs prix de vente en fonction des diverses augmentations.

C'est au consommateur que l'Etat va s'en prendre. Déjà en 1978 Senghor avait décidé "d'aider" la paysannerie en instaurant un "impôt de solidarité". Il avait prélevé à chaque salarié un jour de salaire sans toucher aux intérêts des capitalistes et des trusts qui, justement, pillent la paysannerie. Finalement la somme ainsi récupérée a été engloutie par l'appareil d'Etat.

La politique du gouvernement reste toujours la même à l'égard des exploités. Il fait croire aux paysans que les ouvriers et les salariés qui travaillent dans les villes sont des privilégiés et des égoïstes car ils demandent trop d'augmentations de salaires et qu'ils ne veulent pas faire de "sacrifices" pour aider les paysans.

En même temps il dit aux ouvriers que si les aliments et les produits de base ne cessent d'augmenter c'est parce que les paysans et les petits commerçants ne veulent pas vendre leurs produits

aux prix officiels.

Il est bien sûr normal que les prix des produits agricoles soient augmentés. Il y va de la vie des petits cultivateurs. Mais est-il normal que ce soient les consommateurs qui en fassent les frais ?

Est-il normal que les salaires restent stationnaires alors que tout augmente ? Est-il normal que les grands commerçants et les capitalistes continuent à faire de gros bénéfices alors que les travailleurs se serrent la ceinture ?

Pour l'Etat c'est normal, car justement il est là pour sauvegarder les intérêts des exploités en faisant supporter la vie chère à l'ensemble des exploités. Même la suppression des dettes de semences et d'engrais ne lui coûte pas cher, car de toute façon, sur chaque kilo d'arachide l'Etat prélève à l'achat-même 8 F CFA "pour la semence" et 2 F "pour les engrais". C'est ainsi que sur les 70 F (Prix officiel de l'arachide d'huile), le paysan ne touchera que 60 F par kilo.

Et puis, de toute façon, une grande partie des paysans avait déjà refusé de payer les arriérés malgré les poursuites et les menaces des autorités.

Aujourd'hui le gouvernement se permet de faire payer les conséquences de sa politique à l'ensemble des exploités, travailleurs, paysans et petites gens des villes, car ceux-ci n'ont pas encore montré leur colère en ripostant ensemble. Mais il n'est pas dit que cela continuera toujours ainsi. Le mécontentement existe dans l'ensemble de la population laborieuse. Mais si celle-ci s'organise on verra bien si nos gouvernants peuvent continuer leur politique impunément.

\* \* \* \* \*

## MALI Encore une année difficile pour les travailleurs et les paysans

Cette année encore la situation est catastrophique pour les paysans maliens. Selon le gouvernement, la production de céréales pour l'année 1980-81 est de 40,2 % inférieure par rapport à celle de l'année précédente, alors que celle-ci était déjà une année déficitaire.

Par exemple au mois de mai dernier il était presque impossible de trouver des grains de mil dans les villages de la région de Kayes.

Le gouvernement donne un chiffre peut-être sous-estimé, mais il est significatif. La production céréalière a été, selon lui, de 703 000 tonnes alors que les besoins de la population sont estimés à 1 211 000 tonnes.

Mais pour certains d'entre nous, fils de paysans pauvres qui travaillons ici dans l'émigration, contrairement aux experts du gouvernement, nous savons depuis longtemps, par nos parents qui habitent au pays, que cette année va être encore catastrophique. La famine risque de faire encore des victimes, et la mauvaise récolte va appauvrir d'avantage ceux qui sont déjà pauvres.

Et ce ne sont ni les discours de nos gouvernants, ni les chiffres experts qui y changeront quoi que ce soit.

# CÔTE D'IVOIRE YAMOUSSOKRO, SYMBOLE DU GASPILLAGE DANS LA MISÈRE

Du 11 au 19 avril, les 7<sup>e</sup> jeux universitaires ouest-africains, se sont déroulés à Yamoussokro en Côte d'Ivoire. Une occasion comme une autre pour les autorités ivoiriennes de déployer le faste et le luxe de cette ville natale d'Houphouët.

Selon Don Fologo, ministre de la jeunesse et des sports, et premier griot d'Houphouët, Yamoussokro a été choisi comme lieu des manifestations pour honorer le président et sa ville natale.

Certes il ne s'agit pas pour nous de critiquer un valet qui veut cirer les chaussures de son maître, ni même le choix de la ville du président comme lieu de réunions internationales. Mais force est de constater qu'à l'heure actuelle, Yamoussokro est tout un symbole en Côte d'Ivoire.

Cette ville qui hier encore était un petit village de 1 000 habitants, est devenue aujourd'hui pratiquement la capitale du pays. Larges avenues bordées de fleurs, mais sur lesquelles aucun véhicule ne passe; hôtels de luxe avec piscines; terrains de golf mais vides presque toute l'année; immense palais des congrès équipé des moyens les plus sophistiqués de communication mais qui ne sert pas; aéroport international, le deuxième après celui d'Abidjan, la capitale, alors qu'aucune autre des grandes villes ne dispose d'aéroport international, etc... etc... La liste des réalisations serait longue.

Tout cela parce que Houphouët serait né dans cet ancien village ! Bien évidemment ce luxe sert essentiellement à son prestige personnel auprès des autres chefs d'Etat, et aux milliardaires qui viennent y séjourner.

Qu'il y ait des bidonvilles à Abidjan -ou même à deux pas de Yamoussokro- et que des villes plus importantes soient souvent privées des installations élémentaires, cela n'a aucune importance aux yeux des dirigeants ivoiriens.

Bokassa avait son Bérengo, le Shah d'Iran avait sa Persépolis, Houphouët a Yamoussokro. A vouloir trop imiter le faste tapageur des "empereurs" il tombera sur le même os qu'eux.

## RÉFUGIÉS AFRICAINS

# L'hypocrisie et la barbarie de la société capitaliste

A l'initiative des Nations Unies et de leur agence pour les réfugiés (Haut Commissariat) une conférence s'est réunie à Genève les 9 et 10 avril derniers. Il s'agissait de trouver un moyen de venir en aide aux 5 millions de réfugiés que compte l'Afrique à l'heure actuelle.

En l'espace de 10 ans, le nombre des réfugiés africains a été multiplié par 6. Pour aider ces millions de gens chassés de chez eux, vivant dans des conditions inhumaines, menacés par la famine et la maladie, l'ONU aurait besoin de 325 milliards CFA. La somme étant difficile à réunir, l'organisation internationale a décidé de se rabattre sur la somme de 137 milliards de F CFA, ce qui pourrait aider les réfugiés à tenir pendant 18 mois.

Tous ces gens feignent de découvrir seulement maintenant que dans le monde, un réfugié sur deux est africain. Pourtant c'est leur système qui est responsable de toute cette situation. C'est l'impérialisme qui entretient les conflits, alimente les guerres et au besoin, les provoque. La conséquence, ce sont ces milliers de pauvres gens réfugiés en Ethiopie, en Somalie, au Nigéria, au Cameroun etc... Quand ce n'est pas la guerre et la répression, c'est la famine qui augmente le nombre de réfugiés.

Nul n'ignore le jeu sordide de l'impérialisme américain dans la corne de l'Afrique. Et, tout récemment encore, le triste rôle que l'impérialisme français a joué dans la guerre civile au Tchad est présent dans les esprits. Mais qu'à la suite de leur sale besogne, des millions de gens se retrouvent sans abri, et chassés de leur pays, cela n'a pas gêné les pays impérialistes et leurs organisations internationales.

L'ONU a du mal à récolter 325 milliards de F CFA. Mais à longueur d'années, c'est des centaines de milliards de Dollars que les différents pays capitalistes consacrent à l'armement, pour fabriquer des engins de mort. Un seul sous-marin atomique revient à plus de 1 800 milliards de F CFA. Il suffirait d'un millième de ces sommes fabuleuses pour aider les réfugiés pendant des années.

Or, à la suite de la conférence, seulement 14 milliards de F CFA ont pu être obtenus, et au prix de dures négociations. Si tous ces soi-disant humanistes feignent de s'émouvoir aujourd'hui, c'est parce qu'ils ont peur que 5 millions de réfugiés mettent en danger l'édifice qu'ils ont mis en place pour piller l'Afrique.

Pour inciter les pays riches à donner l'argent, le secrétaire général de l'ONU a donné cette raison : "la plus importante concentration de réfugiés du monde menace la paix et la stabilité du continent". En clair cela veut dire : capitalistes, aidez un peu ces gens, car s'ils se révoltaient ce sont vos intérêts en Afrique qui seraient mis en cause.

C'est révoltant de voir les représentants de l'impérialisme et les dirigeants africains pleurer hypocritement sur le sort des réfugiés alors qu'ils se moquent vraiment de leur situation.

C'est cette société qui gaspille des richesses pour des engins de mort au lieu de les utiliser pour la satisfaction des besoins de l'homme, c'est cette société capitaliste pour laquelle seuls comptent les profits, qui est barbare.

\* \* \* \* \*  
\* \* \*  
\*

# AFRIQUE MALGRÉ LA RÉPRESSION DU SUD LA LUTTE CONTINUE

Du 6 au 9 avril, dans plusieurs banlieues de Johannesburg, les africains noirs ont manifesté violemment contre l'augmentation de près de 30 % de leurs loyers. C'est ainsi, par exemple, qu'un bâtiment administratif et un débit de boissons ont été incendiés.

A Germinston, comme dans d'autres cités dortoirs, des milliers de mineurs ont organisé des mouvements de protestation, dispersés par la police. A Swanton, la police a tiré à trois reprises contre les manifestants qui lui auraient lancé des pierres. A Tembisa, plusieurs membres du comité d'action des habitants et quelques autres personnes furent arrêtés.

Ce n'est pas la première fois qu'en Afrique du Sud les augmentations de loyers ou des transports provoquent de grands mouvements de protestation. Le 15 octobre dernier, de telles manifestations avaient été organisées contre une hausse de loyer de 75 %. La police avait alors assassiné un homme et blessé une femme par balle.

Dans ce pays de ségrégation raciale, où le chômage et une forte inflation (plus de 16 %) frappent particulièrement les travailleurs noirs, il n'est pas étonnant que se produisent de temps en temps des explosions de colère.

Au début de cette année, dans la même région de Johannesburg, 800 ouvriers noirs d'une usine avaient fait une grève de plus d'une semaine. Tout récemment - toujours à Johannesburg - les travailleurs noirs ont fait une grève de quelques heures ; ce qui a entraîné le licenciement de la moitié d'entr'eux.

Mais ce genre de licenciements et de mesures d'intimidation n'ont pas empêché que par rapport à 1979, par exemple, le nombre de grèves de 1980 a doublé - soit 207 grèves -.

Ainsi, la répression féroce et aveugle des autorités blanches n'empêche pas la population noire de protester contre les hausses de loyers insupportables ou de réclamer des meilleures conditions de vie.

---

## RÉPRESSION COLONIALE AUX ANTILLES

En Martinique, depuis les 13 et 17 mars, deux dirigeants de Combat Ouvrier, Gérard Beaujour et Louis Maugée, sont en prison.

Le pouvoir colonial a pris le soin de dire que nos deux camarades ne sont pas emprisonnés pour des raisons politiques mais pour délit de droit commun. Ils sont accusés de complicité avec des "malfaiteurs". Mais en réalité, nos deux camarades sont bel et bien emprisonnés pour des raisons politiques car ils sont connus comme des militants de Combat Ouvrier. C'est-à-dire des militants qui s'opposent radicalement à la domination coloniale et qui luttent pour la prise du pouvoir par les travailleurs en Martinique et en Guadeloupe.

Libération immédiate de nos camarades Gérard Beaujour et Louis Maugée et de tous les anti-colonialistes emprisonnés.

Le colonialisme français hors des Antilles !

# BRIXTON

*la population noire en colère*

*contre le gouvernement et sa police*

Mi-avril, la police britannique a arrêté à Brixton, banlieue populaire de Londres, un noir à la suite, semble-t-il, d'une bagarre dans un quartier. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Partout dans les rues, aux fenêtres, sur les toits des maisons des immigrés dont la plupart sont des noirs jamaïcains, auxquels se sont ajoutés les jeunes blancs du quartier, harcèlent la police. Des projectiles divers pleuvent de toutes parts sur les cars de police. Les renforts appelés d'urgence n'ont fait qu'augmenter cette haine des habitants envers la police et le gouvernement.

Ces affrontements qui ont opposé plusieurs centaines de manifestants aux forces de police ont duré trois jours.

Selon un bilan officiel, 189 policiers seraient blessés, 61 cars de police endommagés et 26 magasins ou édifices publics totalement brûlés ou en partie. Du côté des manifestants il y aurait eu 199 arrestations sans compter le nombre de blessés.

Ce qui vient de se passer à Brixton est la manifestation d'une haine longtemps contenue et qui a explosé. Car en décembre 1977, une organisation fasciste, le "National Front" avait organisé des manifestations racistes contre les immigrés. Depuis, le gouvernement a décidé de "protéger" les quartiers à forte concentration immigrée. Mais en réalité ce n'est pas de protection qu'il s'agit.

Les quartiers comme Brixton sont tout le temps quadrillés par la police. A l'intérieur ce sont les brutalités policières, les brimades, les injures racistes. Les arrestations ou interpellations sans motifs valables sont devenues pratiques courantes. Par exemple, en mars dernier, la police a interpellé à Brixton plus de 1 000 noirs en une semaine ; plus d'une centaine d'entr'eux ont été arrêtés.

Ce n'est pas par hasard que de telles choses se passent justement dans une banlieue ouvrière comme Brixton. Car ailleurs, dans les quartiers riches, où la population est en majorité blanche, la police ne se permet pas de telles interpellations. Or, à Brixton 3 habitants sur 4 sont des immigrés ; un noir sur deux est chômeur parmi la population active. Ici le chômage touche profondément les habitants. Un jeune noir a trois fois moins de chance qu'un blanc pour trouver un emploi.

Alors le gouvernement de Londres, incapable de résoudre ce problème, procède à la répression pour faire taire les jeunes mécontents.

C'est cette répression en guise de solution que plusieurs centaines de manifestants ont refusé en attaquant les forces de police de "Sa Majesté".





# ELECTIONS EN FRANCE

## QUEL QUE SOIT LE PRESIDENT LES TRAVAILLEURS NE POURRONT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES

Voilà bientôt des semaines que la campagne électorale pour les présidentielles a commencé en France.

Parmi la dizaine de candidatures il y a d'abord celles de Giscard et de Chirac. Ce sont des candidats de la droite, de la bourgeoisie et du patronat. Ils sont même soutenus par l'extrême-droite. Dans le fond, rien ne distingue ces deux hommes.

Giscard, nous l'avons vu à l'oeuvre pendant sept ans. En particulier, c'est son gouvernement qui a institué la carte de séjour pour les travailleurs des ex-colonies d'Afrique noire. C'est lui qui a tenté de faire arrêter l'immigration familiale. Il n'a pas réussi, mais par contre, les femmes de travailleurs immigrés nouvellement arrivées ne sont plus autorisées à exercer un métier en France.

C'est le gouvernement de Giscard qui a rendu la vie dure aux immigrés en France en multipliant le contrôle dans le métro et dans la rue, et en augmentant les tracasseries administratives. Et, tout récemment encore, dans un de ses discours, Giscard a déclaré que pour lutter contre le chômage il serait pour le renvoi de 250 000 travailleurs d'ici à 1985, et la suppression des allocations de chômage pour tout chômeur étranger.

Giscard cherche ainsi à faire croire que ce sont les immigrés qui sont responsables de la crise et du chômage et non pas le système capitaliste dont il est le représentant.

La gauche traditionnelle est représentée par deux candidats. Mitterand se colle l'étiquette socialiste mais en fait c'est un homme politique de la bourgeoisie. Déjà à l'époque de la guerre d'Algérie, membre du gouvernement de droite, Mitterand déclarait au sujet du FLN que "la seule négociation avec les rebelles c'est la guerre".

Maintenant aussi, il fait tout pour rassurer la bourgeoisie.

Quant à Marchais, le candidat du Parti Communiste, il mène campagne pour avoir des postes de ministre dans un gouvernement de Mitterand. L'ambition de Marchais n'est pas de défendre les travailleurs ni de changer la société bourgeoise.

Il prétend lutter contre le chômage et la vie chère, mais en réalité la politique qu'il propose ne résoudra pas les problèmes réels des travailleurs dans leur ensemble contre le capitalisme.

Pour gagner quelques voix parmi les gens dont les préjugés racistes sont courants le PC a mené campagne contre l'immigration.

Au milieu de tous ces candidats qui ne sont là que pour amuser la galerie il y a la candidature d'Arlette Laguiller. Militante de l'organisation trotskyste Lutte Ouvrière, travailleuse du rang, elle a réussi à franchir les obstacles créés par le gouvernement et les pressions des grands partis pour écarter les candidats des petites organisations, en particulier les organisations révolutionnaires.

Arlette se présente pour défendre les intérêts des travailleurs. Elle dénonce les conditions particulières des femmes et aussi celles des travailleurs immigrés. Nous, travailleurs immigrés, n'avons ni le droit de vote, ni le droit d'expression, mais cela est quand même encourageant de voir une candidate révolutionnaire tenir dans ce pays un langage internationaliste et dire que la seule solution pour que les conditions de vie de la classe ouvrière changent c'est seulement par la lutte et non par les bulletins de vote.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.